

LA LETTRE

de la Fondation de la Résistance

Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République

N° 41 - juin 2005 - 4,50 €



**Les musées
de la Résistance
et de la Déportation**

LA FONDATION DE LA RÉSISTANCE RAVIVE LA FLAMME SUR LE TOMBEAU DU SOLDAT INCONNU

Le 27 mai dernier, le président Jean Mattéoli, au nom de la Fondation de la Résistance a présidé la cérémonie quotidienne du ravivage de la Flamme sur la tombe du soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe.

Ce jour a été choisi pour commémorer le 27 mai 1943, date de la séance constitutive, rue du Four, à Paris, du Conseil National de la Résistance, réuni à la demande du général de Gaulle par le préfet Jean Moulin pour unifier tous les mouvements et familles politiques luttant alors contre l'occupant nazi. À cette occasion, la Fondation de la Résistance avait invité la ville de Saint-Amand-Montrond (Cher) représentée par son sénateur-maire M. Serge Vinçon également membre de notre conseil d'administration en sa qualité de président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (Sénat). Le sénateur-maire Serge Vinçon, accompagné d'une forte délégation de plus de 160 membres de l'Union locale des associations des anciens Combattants et victimes de guerre de Saint-Amand-Montrond conduite par leur président M. Michel Bonneau, de l'Union musicale de Saint-Amand-Montrond, ainsi que de 90 élèves des collèges Jean Moulin et Jean Valette de cette même commune, a pu ainsi partager ce moment d'émotion et de recueillement avec les membres du conseil d'administration de la Fondation de la Résistance. ●

F. M.

Photos Georges Boutillier/SNAPP reportages



Photos Georges Boutillier/SNAPP reportages

Parmi les personnalités et les responsables d'associations issues de la Résistance entourant le président Jean Mattéoli et le général J. Combette, président du comité de la Flamme sous l'Arc de Triomphe lors de cette cérémonie on notait notamment la présence du général Alain de Boissieu, chancelier de l'Ordre de la Libération; de M. Robert Chambeiron, secrétaire-adjoint du CNR et co-président de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance (ANACR); de M^{me} Odette Christienne, Adjointe au Maire de Paris chargé des Anciens Combattants, des archives et de la mémoire; de M. Serge Vinçon, sénateur-maire de Saint-Amand-Montrond.

Lors de cette cérémonie, ont été présentés les drapeaux confiés à la Fondation par les associations issues de la Résistance au moment de leur dissolution.



Photos Georges Boutillier/SNAPP reportages

Photos Georges Boutillier/SNAPP reportages



Chaque élève des collèges Jean Moulin et Jean Valette de Saint-Amand-Montrond a déposé un iris sur la tombe du soldat inconnu.



LE MOT DU PRÉSIDENT

SOMMAIRE

Mémoire et réflexions

- Les musées de la Résistance et de la Déportation. Aperçus de la table ronde organisée par la Fondation de la Résistance et l'Institut national du patrimoine les 15 et 16 mars 2005.....p. 4

L'activité des associations partenaires

- Mémoire et Espoirs de la Résistance p. 8
- AERI p. 10

Livres

- Vient de paraître p. 14
- À lire p. 15

La vie de la Fondation de la Résistance p. 16

Au moment où nous commémorons le soixantième anniversaire de la victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie ayant permis la libération totale de notre territoire ainsi que l'ouverture des camps de concentration et d'extermination, je voudrais tout d'abord me faire l'interprète de l'ensemble de mes camarades en remerciant les pouvoirs publics, pour l'ampleur et la qualité des manifestations organisées à cette occasion dont la valeur pédagogique s'est révélée spécialement utile pour contrecarrer la récurrence de thèses révisionnistes ou négationnistes.

Pour la première fois, cette année, la Fondation de la Résistance publie un rapport annuel d'activité décrivant ses actions ainsi que celles de ses associations affiliées pour 2004.

L'année 2004 correspond pour notre institution à son douzième exercice depuis sa création, en 1993, sur une idée lancée quelques années auparavant par plusieurs d'entre nous avec le soutien de l'ensemble du monde résistant dont les membres du Comité d'Action de la Résistance et du Comité des Œuvres Sociales de la Résistance.

À cette époque, s'étendaient devant nous de vastes horizons. Il s'agissait de mettre en place une institution pérenne ayant la triple mission de perpétuer la mémoire des actes d'opposition à l'occupant et à Vichy, de défendre les valeurs au nom desquelles leurs auteurs avaient combattu, et d'offrir une structure d'accueil aux associations d'anciens résistants ne pouvant plus vivre par elles-mêmes. Nous avons tout à bâtir, tout à prouver pour asseoir notre crédibilité. Je dois dire que le bilan de ces douze années d'activité de la Fondation de la Résistance n'est pas mince puisqu'elle a confirmé le bien fondé de nos buts statutaires par de nombreuses actions concrètes.

La Fondation de la Résistance est aujourd'hui parvenue à un stade de maturité lui permettant d'envisager l'avenir avec confiance, ce qu'elle a voulu traduire symboliquement en adoptant un nouveau logo.

Ce nouveau logo de la Fondation de la Résistance se présente d'abord comme une figure cruciforme inspirée de la croix de Lorraine qui symbolise la dureté de l'engagement des résistants dans leur combat, les risques qu'ils prenaient et le sacrifice suprême qui en fut souvent l'aboutissement. L'axe principal de celle-ci, en portant les lettres F et R, affiche le sigle propre à la Fondation. Les deux carrés placés de part et d'autre en quinconce, aux couleurs nationales avec le fond, en diffusant celles-ci vers l'extérieur offrent une image de dynamisme et de mouvement. En même temps, ils délimitent un quadrilatère qui donne à l'ensemble l'aspect du sceau caractérisant une institution reconnue d'utilité publique solide et pérenne. La phrase extraite de l'Appel du 18 juin : « Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas », ajoutée ou non suivant les cas mais reproduite intégralement lorsqu'elle l'est, en vert espérance, vient enfin rappeler la portée perpétuelle d'un message prescrivant une mission à jamais d'actualité.

Reconnue par l'ensemble des pouvoirs publics et des milieux résistants, je suis sûr que notre institution, qui a le lourd privilège de veiller aux intérêts matériels et moraux de la Résistance française, est maintenant en état de ne jamais faillir dans sa mission !



Éditeur : Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides - 75007 Paris
Téléphone : 01 47 05 73 69
Télécopie : 01 53 59 95 85
Site internet :
www.fondationresistance.org
Courriel :
fondresistance@club-internet.fr
Directeur de la publication : Jean Mattéoli, Président de la Fondation de la Résistance
Directeur délégué de la publication : François Archambault
Rédacteur en chef : Frantz Malassis
Rédaction : Victor Convert, Marie Delaleu, Marc Fineltin, Benoît Kermaal, Bruno Leroux, Frantz Malassis, Jean Novosseloff.
Maquette, photogravure et impression :
SEPEG International, Paris XV^e.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an : 16 €.
N° 41 : 4,50 €
Commission paritaire n° 4124 D73AC - ISSN 1263-5707

Monument Jean Moulin, dit le glaive brisé à Chartres. Œuvre conçue et réalisée par le sculpteur Marcel Courbier (DR)

Jean MATTÉOLI

Président de la Fondation de la Résistance

LES MUSÉES DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION

APERÇUS DE LA TABLE RONDE ORGANISÉE PAR LA FONDATION DE LA RÉSISTANCE ET L'INSTITUT NATIONAL DU PATRIMOINE LES 15 ET 16 MARS 2005 ⁽¹⁾

Organisée par l'Institut national du patrimoine, sous l'impulsion de sa directrice, Geneviève Gallot, avec le concours très actif de la Fondation de la Résistance et de son directeur historique Bruno Leroux ainsi que de son responsable archives Frantz Malassis, et de la direction des Musées de France, la table ronde des 15 et 16 mars marque une étape, que je crois décisive, dans un long processus ⁽²⁾.

Les premiers musées de la Résistance sont nés du terrain, au plus près des lieux et des actions dont ils voulaient conserver la mémoire, à l'initiative des « anciens » des maquis, mouvements ou réseaux. Depuis soixante ans, certains ont disparu ; d'autres, nombreux, ont été créés, dans des contextes et avec des statuts variés : ainsi ce musée de l'Ain et du Haut-Jura, que j'ai connu associatif, aujourd'hui départemental, après avoir été communal, symbole d'une appropriation par les collectivités publiques d'une histoire qui, au fil des ans, passe des acteurs à la Nation.

Aujourd'hui, les musées de la Résistance sont face à une triple nécessité :

Nécessité de la professionnalisation (établissement d'inventaires, restaurations et conservation, animation et diffusion) pour laquelle le concours de la direction des Musées de France, désormais ouverte à tous les musées et plus seulement, comme je l'ai connue dans les années 80, aux seuls musées des « Beaux arts », sera essentiel.

Nécessité de construire des réseaux pour renforcer le potentiel scientifique, historique et pédagogique, démarche qui doit impliquer fortement les collectivités territoriales.

Nécessité enfin de préserver ce qui doit demeurer la marque distinctive de ces musées, l'esprit de la Résistance ; tâche difficile, pour laquelle la présence et l'action de notre Fondation seront précieuses.

Dans l'immédiat, nous allons tirer les riches leçons de la table ronde et, avec le concours de l'Institut national du patrimoine et de la direction des Musées, la prolonger par des actions plus ciblées et régionalisées. L'action engagée est de longue haleine. La Fondation de la Résistance est pour sa part prête à s'y engager.

Jacques Vistel

Vice-président de la Fondation de la Résistance

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Il y a tout juste dix ans, la direction des Musées de France commandait à Emmanuelle François une mission sur les musées de la Seconde Guerre mondiale, et tout particulièrement sur les musées de la Résistance et de la Déportation. Bien sûr, ces musées étaient déjà bien connus et étudiés dans le cadre des musées militaires, et plusieurs publications avaient rendu compte de leur action dès le début des années 1980. Mais en 1995, la situation était à un tournant. Leur nombre était devenu considérable (plus d'une centaine), et leur disparité extrême. Qu'en est-il aujourd'hui ? Même si nous sommes amenés à présenter les choses d'une manière quelque peu provocatrice, nous devons étudier ces musées avec impartialité, de manière à essayer de dégager tous les moyens qui seraient les plus aptes à les aider à évoluer positivement.

1995 : comment limiter un accroissement anarchique ?

Marie-Hélène Joly (« Des musées de la Résistance » in *Résistants et Résistance*, sous la coordination de Jean-Yves Boursier, Paris, l'Harmattan, 1997) distingue entre les musées de la première génération (créés à l'initiative d'associations d'anciens résistants) et ceux de la seconde génération (marqués par l'intervention de professionnels extérieurs au milieu résistant, historiens, conservateurs, muséographes). J'ajouterais volontiers une génération intermédiaire, également le plus souvent associative, qui dans les années 1985-1995 fut issue d'une multitude de projets qui d'ailleurs, pour la plupart, n'ont pas abouti.

Musées créés par des résistants ou musées consacrés à la Guerre et à la Résistance, le propos n'est

pas forcément identique, et donc, comme nous le verrons plus loin, les questions de terminologie ne sont pas innocentes. D'autant que certains sont en même temps des lieux de mémoire, pour ne pas dire des musées de sites. Les configurations émotionnelles et commémoratives sont souvent à la base des créations. Les tout premiers musées furent ouverts dès 1946, mais environ un quart d'entre eux ont été créés entre 1954 et 1979. Les trois-quarts de ces musées voient le jour dans la décennie 1980-1990.

Pourquoi tant de musées ? « On constate que la vague de création des musées de la Résistance suit quasiment la même courbe que l'explosion des musées d'arts et traditions populaires et d'histoire locale ; c'est à partir des années 1970 que le musée devient (pour un temps au moins) une réponse quasi-automatique à tous les problèmes de mémoire (comme si le patrimoine matériel était devenu le vecteur essentiel de la mémoire). La "muséomanie" ne sévissait pas à l'époque où les anciens combattants de la Première Guerre mondiale étaient vivants, actifs, et constituaient un groupe de pression important, la mémoire trouvait pour s'exprimer d'autres voies, peut-être plus efficaces » (Marie-Hélène Joly, *ibidem*, p. 181).

Musées d'histoire, musées de guerre, musées de société, musées de site, musées de mémoire ?

À partir de collections à la fois répétitives et originales, et dont les types (œuvres d'art, objets, archives, documents divers) et les quantités étaient extrêmement variables d'un musée à un

autre, il leur a fallu constituer des discours historique et des parcours muséaux. Les questions fondamentales, tant idéologiques que techniques, se sont donc posées à tous les types de musées, du plus grand au plus petit, dont la vocation essentielle semblait être de concrétiser la continuité d'une action en se situant toujours dans le cadre des « musées d'histoire ».

Première ambiguïté d'ailleurs, car est-il appel-



(1) Les notes sont placées page 12

lation plus difficile à cerner? Il est de fait que les observations générales relevées en 1992 par Elisabeth Caillet, qui alors gagnaient en acuité, demeurent toujours d'actualité aujourd'hui: «*Le musée d'histoire, situé au croisement des politiques culturelles et de la mémoire sociale, relève de la mise en ordre politique.*» (*La Nouvelle Alexandrie ou musées et Sciences Humaines, Paris, 1993, p. 13*). «*La mémoire, l'histoire et le musée entretiennent un rapport pathétique. [...] On a en effet avec les musées d'histoire une contradiction entre le recul nécessaire à l'historien et l'efficacité visée par la «présence» du passé proposée par le musée d'histoire. Cette contradiction s'accroît lorsqu'il s'agit de musées traitant de sujets proches, voire quasi contemporains. [...] Mais les musées d'histoire posent aussi la question du montrable, du muséable: tout est-il à montrer, à mettre en exposition, permanente ou temporaire?»* (*Ibidem, p. 14*).

Dans la même publication, Jean-Yves Boursier insiste en remarquant que ces musées fonctionnent aussi comme musées de guerre (armes, uniformes, etc.) et surtout comme musées de société (la vie sous l'Occupation).

Restent les questions techniques, en dehors de toute considération de choix politique ou idéologique: «*Comment rendre intelligibles les situations historiques d'un point de vue muséal? Ainsi se pose la question de la conscience historique dans la modalité d'une médiation muséale*» (*ibidem, p. 145*). «*Comment représenter l'invisible, ceux qui n'ont pas de nom ou de visage?»* (*ibidem, p. 148*). La muséographie, technique quasiment inconnue dans les années 1970, s'est développée avec force, creusant un fossé chaque jour plus large entre les petits musées sans grands moyens financiers et ceux qui disposent de ressources appropriées, tant en moyens techniques qu'en personnels.

De plus, des choix sont à faire, qui peuvent parfois dérouter les tenants d'un type de musée traditionnel. Les «nouvelles» technologies, les procédés interactifs, les présentations audiovisuelles et les multimédias offrent des possibilités qui sont loin d'être toutes exploitées. Et c'est dommage, car on est bien forcé d'admettre, en dehors de toute analyse des contenus des interventions, que les témoignages de résistants et de déportés vus ces derniers mois à la télévision sont beaucoup plus chargés de sens et d'émotion «naturelle» que la plupart de nos musées. Est-ce à dire que ceux-ci seraient condamnés?

Quant au «devoir de mémoire», expression que l'on a vu fleurir dans les médias, il s'agit bien évidemment d'un contresens: la mémoire ne peut être un devoir, elle est ou elle n'est pas. En revanche, la présentation des faits et surtout leur explication et leur discussion sont de véritables devoirs. Cela nécessite des services adaptés, qui sont présents dans la nouvelle loi sur les musées mais encore absents de la plupart d'entre eux.

Des enjeux historiques, intellectuels et idéologiques

On est bien obligés de constater par ailleurs que, malgré des efforts incessants et tous azimuts, la période traitée dans ces musées n'est aujourd'hui toujours pas «soldée», historiquement parlant, dans la mémoire collective ni dans l'opinion publique, alors même que les derniers participants et témoins vont bientôt disparaître. Le «démon des origines» (défaite, Occupation, Pétain), comme le nommait Marc Bloch, reste inconsciemment présent aujourd'hui, alors que les thèses négationnistes, Touvier, Vichy, libération de Papon, montrent la fragilité à la fois de la période et de sa mémoire. Et comment passer du musée politique au musée consensuel?

Alors que le mythe de Napoléon continue, bien qu'affaibli, à perdurer aujourd'hui après deux siècles d'existence, la Résistance fait le plus souvent figure d'événement local et parfois même marginal, et même la Déportation entraîne chez les jeunes plus de compassion que de prise de conscience politique.

La faute en est-elle aux musées? Leur émiettement et leur répétitivité en sont-ils arrivés à diluer la mémoire?

Des questions toujours d'actualité

À la lumière de tous ces questionnements, on comprend mieux pourquoi le cahier des charges proposé par Marie-Hélène Joly à Emmanuelle François pour son rapport de mission d'étude a gardé tout son sens, malgré dix années passées. Il est donc particulièrement intéressant de rappeler les questions qui y étaient posées, car celles-ci, comme les grands orientations du rapport, demeureront durant ces deux journées sous-jacentes à nos débats.

«*Considérant la place prééminente des musées de la Résistance au sein des musées de la Seconde Guerre mondiale, on peut se demander:*

- *Pourquoi y a-t-il aujourd'hui autant de musées de ce type en France?*
- *À quels besoins répondent-ils?*
- *En quoi le musée constitue-t-il (ou non) une réponse adaptée à la transmission de la mémoire de la Résistance? Pourquoi tant d'associations de Résistants y ont-ils eu recours? Quel est l'intérêt de ce médium par rapport à d'autres formes de transmissions (commémorations, monuments, livres, cédéroms, etc.), quel est l'âge moyen des membres des associations et voit-on poindre une relève?*



Carte des musées d'histoire de la Seconde Guerre mondiale en France établie en 1996. In Emmanuelle François, *Les musées d'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Rapport au ministère de la culture*, Paris, direction des Musées de France 1996, 196 p.

- - Le terme (voire la notion) de musée est-il vraiment adapté en l'occurrence ?
- Quelles perspectives d'avenir peut-on raisonnablement envisager pour ces établissements ?
- Évolution récente en matière de statut, de dévolution des collections et de professionnalisation des personnels ?
- Enfin, quels peuvent être différents scénarios pour l'avenir de ces musées ? Survivront-ils à la génération qui les a créés ? À quelles conditions ?

Être musée à tout prix ?

À partir du moment où il est difficile, comme nous l'avons vu, d'inclure ces musées dans un genre plus général, ne sommes-nous pas en droit de nous demander si la meilleure formule est celle du musée, si tous sont bien des musées, ou du moins si le terme musée est forcément et toujours leur meilleure appellation ?

Et qu'en est-il de leur vieillissement, en un temps où un musée est souvent dépassé au bout d'une dizaine d'années, s'il n'évolue pas en permanence : le public est aujourd'hui de plus en plus demandeur, exigeant et cruel. C'est la question posée déjà en 1992 par Martin Roth (*ibidem*, p. 171), qui est de savoir si les musées fondés il y a quelques décennies seulement ont déjà fait leur temps... « Les établissements culturels sont sujets aux courants de mode, deviennent ennuyeux, sont chics, en vogue ou pas ».

Car au total, si « Les méthodes, la collection, l'archivage, l'inventaire, etc., peuvent rester invariables, le canon et la perspective doivent changer » (*ibidem*, p. 175).

Une des autres grandes questions qu'il faudra bien se poser est celle de savoir si définitivement la Résistance et la Déportation sont bien du domaine des musées, au sens du *museum* de l'Antiquité ? La question se pose tous les jours pour des raisons diverses dans des comités de pilotage et des comités scientifiques qui se penchent sur la création ou sur le devenir de « musées » de ce type : devons-nous les appeler historial, mémorial, centre d'archives, centre de documentation et de recherche, centre de culture et d'histoire, centre d'interprétation : des quantités de structures, associées à des bibliothèques et à des centres universitaires, pourraient tout aussi bien – et peut-être mieux – être les relais des questions évoquées. Car le mot « musée », plus que ce qu'il recouvre, attire aujourd'hui autant qu'il rebute, et ce pour des raisons souvent opposées ; de même que le mot « exposition » recouvre aujourd'hui des réalités totalement divergentes.

Et de fait, lorsqu'on en arrive à l'application de la loi sur les musées de janvier 2002, qui est la grande, la vraie nouveauté de notre réunion, on se heurte au passé historique de ces types de musées, on se heurte aux partis pris qui ont présidé à leur constitution, et à leur développement ou à leur stagnation. Si bien qu'aujourd'hui certains sont « musées de France » sans avoir les moyens de l'être vraiment, et d'autres souhaitent le devenir sans qu'on sache quel sera justement leur devenir.

Et si nous avons souhaité durant ces deux journées vous parler aussi de méthodes de travail, de moyens de développement, de choses à faire



et à ne pas faire pour préserver l'extraordinaire potentiel mis en place au fil des décennies, c'est tout simplement par ce que, pour beaucoup d'établissements, il faudra suivre ou disparaître. ●

Jean-Marcel Humbert
Conservateur général du patrimoine à
l'Inspection générale des Musées
(direction des Musées de France)

L'ÉVOLUTION DES MUSÉES DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION DEPUIS DIX ANS

À l'occasion de cette table-ronde, la Fondation de la Résistance a tenté de repérer les créations d'établissements survenues depuis le rapport d'Emmanuelle François, sans prétendre à une véritable enquête auprès des intéressés. En recoupant diverses listes et utilisant les données disponibles via Internet, on peut affirmer que plus d'une trentaine de musées ou mémoriaux de la Seconde Guerre mondiale se sont ajoutés au 139 recensés il y a dix ans, la moitié étant consacrés à la Résistance ou à la Déportation.

La première remarque qui s'impose est que la vague de création de ces musées ne s'est pas arrêtée après le cinquantenaire de la Libération. Elle ne semble pas en voie d'extinction, puisqu'une dizaine de projets non réalisés ont été également repérés, par exemple, un musée du débarquement dans le Var, un musée de la Libération à Sault-les-Rethel, un musée de la ligne de démarcation à Gélénard, la transformation en musée de la maison du Dr Dugoujon à Caluire, etc. Les changements les plus intéressants concernent, au sein des musées de la Résistance et de la Déportation, la part croissante des musées dédiés spécifiquement à la répression et à l'internement : deux dans les nouveaux (Châteaubriant, Récébédou), au moins cinq dans les projets recensés (Maillé, Milles, Rivesaltes, Compiègne

le CERCIL, association dédiée à l'étude des camps du Loiret). Si l'on y ajoute les moyens importants mis en œuvre durant la même période pour transformer des lieux existants à Oradour, au Mémorial de la Shoah, au Struthof, les musées de la Seconde Guerre mondiale reflètent bien une évolution de la mémoire collective abondamment attestée depuis les années 90 : pas seulement de la mémoire de la Résistance vers la mémoire de la Shoah, mais plus généralement de la mémoire combattante vers une mémoire des victimes (étrangers internés, victimes civiles des massacres).

La tendance de ces musées des « années noires » à tenter de dépasser l'évocation de la période semble aussi s'affirmer, pour certains d'eux, avec plus de force que précédemment. Deux types d'élargissement peuvent se cumuler : l'ouverture des collections permanentes vers des périodes postérieures et la réalisation d'expositions temporaires concernant des phénomènes du passé proche ou du présent. Citons *Juno Beach* (ouverture sur le Canada aujourd'hui), La Coupole (guerre froide et conquête spatiale), le nouveau musée d'Oradour (parties sur la mémoire du massacre dans l'après-guerre et sur les leçons à tirer pour le présent), Thouars (expositions sur la citoyenneté du ministère de la Défense et sur l'histoire de la RFA), mais aussi la transforma-

tion du petit musée de l'Armée secrète à Estivareilles en musée du xx^e siècle.

Ces évolutions montrent que le monde de ces musées est tout sauf figé et « bouge » en fonction de l'évolution de la société qui l'entoure. Cela dit, ce processus d'adaptation est soumis à des conditions en moyens humains et en personnel qui, on peut le penser, creuse inexorablement les écarts, même si les disparitions de musées sont encore exceptionnelles. L'écart est énorme entre le musée *Juno Beach*, en Normandie, financé par le Canada à hauteur de plusieurs millions de dollars, et le musée du souvenir de Châlons-en-Champagne, installé dans le sous-sol de l'office d'aménagement et de construction de la Marne, ancien siège de la *Gestapo*, aménagé et géré par deux bénévoles. Et pourtant, ils continuent à participer tous d'un même phénomène : la volonté d'assumer une mission mémorielle, historique (par des publications sur papier ou CD-ROM), civique, voire morale, bien au-delà de la survie d'une collection muséale. Paradoxalement, malgré le grand manque de moyens de la plupart d'entre eux, par leur présence insistante ils continuent ainsi à poser de façon aiguë la question du rôle que nous voulons aujourd'hui assigner aux musées d'histoire et de société. ●

Bruno Leroux



Depuis une trentaine d'années, répondant à une forte demande sociale, on assiste à une multiplication de musées de la Résistance et de la Déportation qu'ils soient associatifs, municipaux ou départementaux.

- 1 - Hall d'entrée du Mémorial de Caen (Calvados).
- 2 - Vue d'une salle du Centre d'histoire de la Résistance et de la Déportation à Lyon (Rhône).
- 3 - Entrée du Musée de la Résistance et de la Déportation en Picardie à Fargniers (Aisne).
- 4 - Une salle du Musée de la Résistance de Chargé (Indre-et-Loire).
- 5 - Un aspect de la salle « les maquis » du Musée de la Résistance Henri Queuille à Neuvic (Corrèze).
- 6 - Vue d'une salle du Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon (Doubs).



Une fiche d'inventaire du Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon. DR

VERS LA PROFESSIONNALISATION DES MUSÉES DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION

Les musées de la Résistance et de la Déportation sont nés pour la plupart de la volonté des déportés et résistants dans les années 60 à 80. Constitués sous forme d'association loi 1901, ils ont trouvé auprès des collectivités territoriales un local qui a pu dans certains cas être en lien direct avec le discours historique qu'ils souhaitent mettre en place, par exemple, à Besançon, la Citadelle où furent fusillés cent résistants, à Nantua, l'ancienne maison d'arrêt.

Cette étape de constitution s'accompagne d'une collecte auprès des acteurs de la période d'objets, papiers, affiches, photographies qui témoignent de l'occupation, de la résistance et de la répression. Ces collectes sont fortement marquées par le territoire dans lequel s'inscrit le musée et ses témoins ou comme pour le musée de la Résistance nationale à Champigny par l'appartenance à une mouvance politique. La collecte est basée sur le don manuel et le dépôt, l'association récipiendaire tient au mieux un registre. L'investissement personnel des résistants et déportés dans ces musées permet à ceux-ci d'être ouverts au public, tenant souvent les permanences et proposant des visites guidées.

Conscients de la nécessité d'assurer la pérennité de leur institution, mais également devant faire face à une trop large disponibilité et à des charges financières, les associations se tournent vers les collectivités territoriales pour assumer le fonctionnement : entretien des locaux, gardiennage, secrétariat tout en restant propriétaires des collections. Ce mode de fonctionnement ambivalent prend fin dans les années 80-90, les associations perdant leurs forces vives et soucieuses de continuer à rencontrer un public qui se fait de plus en plus exigeant en matière de présentation. La nécessité de professionnaliser les équipes se fait alors sentir et les associations essayent de trouver un interlocuteur. Souvent elles se tour-

neront vers la commission mise en place par le ministère des Anciens combattants, ministère qui leur paraît être le référent.

D'autres privilégiant leur espace musée ou la qualité de leurs archives se tournent vers le ministère de la Culture et obtiennent ainsi une reconnaissance qui les conduit à un certain nombre d'exigences en particulier en matière de collection et conservation.

À la quête ordonnée se substitue l'inventaire et quelques règles et normes en vigueur dans l'ensemble des musées.

Un registre est tenu des entrées d'objets avec la date d'arrivée, le donateur ou déposant, la description, les matières et techniques inhérentes à l'objet, les dimensions, le lieu de découverte ou l'histoire de l'objet ou du document, l'état de l'objet.

Toutes autres sources d'informations existantes doivent être recueillies, le déposant pouvant être à lui seul une source de part son itinéraire et sa relation à l'objet. Dans ce cas, il y aura nécessité de consigner son témoignage sur un support écrit, audio, vidéo qui viendra alimenter le dossier de l'objet.

Cette inscription au registre donne naissance au **numéro d'inventaire** qui reflètera l'année, sa provenance et le nombre d'objets dans le lot. Ce numéro sera inscrit sur l'objet selon un **système de marquage** qui ne doit pas dénaturer la pièce mais qui ne doit pas se perdre.

L'objet sera ensuite conditionné (boîte, emballage de protection, chemise...), si les possibilités du musée le permettent une photographie ou une numérisation sera faite.

L'objet ou l'archive gagneront ensuite une réserve ou une vitrine qui dans les deux cas réuniront des **conditions de sécurité, de propreté et de stabilité du climat**. Il sera indiqué sur le registre sa localisation et tout mouvement devra donner lieu à une fiche dans son dossier permettant ainsi de suivre ses déplacements, ses restaurations.

Cet aspect normatif permet une **bonne gestion mais aussi une meilleure divulgation** auprès des chercheurs.

En faisant le choix de s'en remettre à une gestion scientifique de leurs collections, souvent par des personnels spécialisés, appartenant aux différents corps du patrimoine des collectivités ou de l'État, ces associations ont opté pour un choix d'avenir. Composées essentiellement de témoins, elles s'étiolent et ont du mal à trouver des forces vives qui de toute façon ne pourront pas jouer ce rôle de médiateur. En se tournant vers la sphère publique et en acceptant par des clauses de dévolution qui peuvent dans certains cas, comme à Champigny être liées à la dissolution de l'association, ou comme à Besançon ou Nantua en transférant la propriété vers une collectivité publique qui assume la présentation mais aussi la mise en valeur et la conservation, ces associations fondatrices continuent ainsi de répondre au devoir de mémoire qu'elles avaient inscrit au cœur de leurs statuts fondateurs. ●

Élizabeth Pastwa
Directrice du Musée de la Résistance
et de la Déportation de Besançon

Suite de la rubrique page 12 ➤

Mémoire et Espoirs de la Résistance (MER)

« UN AMI SORT DE L'OMBRE... »

Les uns apprenaient joyeusement le jazz ; les autres apprenaient la disparition de proches : les malheureux ne pouvaient même pas pleurer sur leurs tombes, car leurs héros souvent n'en avaient pas.

Les premiers découvraient une nouvelle culture internationale : des tziganes rescapés jouaient avec talent cette musique anglo-saxonne-là, héritée des esclaves africains.

Les seconds retrouvaient la douleur éternelle des veuves, des orphelins, des parents, sœurs ou frères des martyrs des geôles nazies, des pelotons d'exécution sommaire, des camps et des marches de la mort, des maquis de Sologne ou du Vercors.

C'étaient il y a six décennies, trois générations déjà : du 7 au 9 mai 1945, de Reims à Berlin, les nazis capitulaient sans regrets ni remords. Les Alliés savouraient leur Victoire. La guerre aurait fait soixante millions de morts, dont un tiers en Russie...

« *Mort, où est ta victoire ?* » dit la Bible... Les familles de victimes devaient se le dire aussi... De Paris à Moscou, Français, Britanniques, Américains, Russes, Polonais ont célébré cet

événement mondial. Quelques temps avant, le Premier Ministre du Japon avait enfin présenté les excuses de son pays au peuple chinois révolté par des manuels japonais d'histoire occultée. Il serait long d'évoquer toutes les cérémonies émouvantes qui, en ce printemps indécis, ont marqué, au pied de monuments tantôt nouveaux tantôt pluri-décennaux, la mémoire des résistants massacrés, des déportés disparus, des soldats fusillés avec ou sans uniforme, des femmes et des enfants bombardés, des Noirs et des Maghrébins venus, loin de leurs villages ensoleillés, mourir pour nous dans des neiges germaniques.

De Saint-Dizier en Haute-Marne à Issy-les-Moulineaux en Hauts-de-Seine, de la place Jean Jaurès à Tours aux jardins du Luxembourg à Paris, une même ferveur reconnaissante a uni les générations, mais aussi les cinq continents. Près du Sénat, la statue, érigée il y a un demi-siècle à la mémoire des étudiants résistants rappelle sous les corps nus d'un homme dressé et d'un blessé à mort : « *Ami si tu tombes, un ami sort de l'ombre à ta place* ». Cette phrase est extraite du *Chant des partisans* rédigé en 1943

par Maurice Druon et son oncle Joseph Kessel. Un peu plus loin de cette clairière émouvante, la Sorbonne abrite les cendres des martyrs du lycée Buffon et celle des professeurs Marc Bloch et Jean Cavallès. À quelques pas reposent au Panthéon Jean Monnet, inventeur de l'Europe moderne, et Jean Moulin, fondateur du Conseil National de la Résistance, tous les deux proches compagnons du général de Gaulle, chef de la Résistance française et rénovateur de notre République.

Raymond Aron, qui fut aussi à Londres, avant d'enseigner à la Sorbonne et au Collège de France, a écrit : « *L'intellectuel ne refuse pas l'engagement et, le jour où il participe à l'action, il en accepte la dureté* ».

C'était il y a cinquante ans, dans *L'opium des intellectuels*, dix ans après la Victoire que nous venons de fêter. ●

François Archambault
Président de «MER»
Secrétaire général de la Fondation de la Résistance

Parcours de résistants

Jeudi 7 avril, le Mémorial Leclerc - Musée Jean Moulin et sa directrice recevaient, pour la sixième fois Mémoire et Espoirs de la Résistance, qui organisait un après-midi de rencontres entre témoins-acteurs de la Résistance et un large et jeune public.

Pendant deux heures émouvantes et passionnantes, ce fut une part de la mémoire vivante de la Résistance qui parlait au travers des témoignages de quatre résistants ou fils de résistant, racontant leurs parcours, parlant de leurs compagnons, de leurs souffrances, de leurs joies aussi et disant pourquoi ils s'étaient engagés « *dans cette haute et âpre campagne, pour la libération de la France* ».

Claude Berthié, en une phrase résume son engagement : « *Les Allemands sont arrivés chez nous, on ne les avait pas invités, il fallait donc qu'ils repartent* », et donc tout naturellement, à Lyon il rejoint l'Armée secrète. Avec les Éclaireurs laïques de France auxquels il appartient, il fait du renseignement et du repérage de terrains propices à des parachutages ou d'atterrissages, pour le compte du réseau Gallia, « *personne ne trouvait curieux que des adolescents en uniforme se promènent de jour comme de nuit dans les bois et les champs* ». À partir de septembre 1944, il est affecté au *Strategic Service Section* de la 3^e armée américaine. Objectif : informer les alliés, du plan de bataille allemand en Bavière. Parachuté dans la région de Munich, « *déguisé* » en ouvrier français volontaire travaillant

en Allemagne, il prend contact avec les membres d'un réseau anti-nazi : « *La première personne rencontrée est une comtesse qui nous reçoit à bras ouverts dans son château romantique. Quand nous lui apprenons que ses deux fils [...] sont aux États-Unis dans un centre d'instruction d'aviation, [...] sa joie est intense* ». Il poursuit sa mission jusqu'à la fin de la guerre, témoin de la débâcle allemande « *au cours d'un déplacement, nous assistons au cortège lamentable de déportés en costume rayé que l'on change de camp* ». Enfin, le 28 avril il aperçoit les premiers chars alliés. Dernière péripétie : 500 soldats allemands à l'allure « *plus tellement agressive, me demandant de les conduire dans un camp de prisonniers, [...] nous amenons nos prisonniers vers Munich et les confions à la sentinelle du camp de Dachau, éberluée par le nombre de soldats qui nous suivaient !* ». C'était le 2 mai 1945.

Gisèle Guillemot s'est très jeune révoltée contre les inégalités sociales en participant aux mouvements sociaux de 1936, au Front Populaire et bien sûr aux actions de soutien à la République espagnole et contre la montée du nazisme. Le 18 juin 1940, « *l'appel du général de Gaulle, que j'ai entendu le jour même, par hasard, me remplit d'aise* ». En décembre avec « *les copains du Plateau de Colombelles dans le Calvados* », elle milite au parti communiste, distribue des tracts anti-Allemands aux portes des usines, puis entre au Front National comme agent de liaison, « *c'est ainsi que je suis devenue*

une petite main dans la Résistance ». Sous le pseudonyme d'« *Annick* » elle effectue de nombreuses missions, mais Gisèle et ses camarades sont arrêtés par la *Gestapo* et la police française en avril 1943, emprisonnés à Caen, transférés à Fresnes et jugés, tous les membres du réseau sont condamnés à mort le 13 juillet 1943. Les quatorze hommes sont fusillés au Mont-Valérien, les deux femmes, Gisèle et Edmonde - l'institutrice du village - sont classées *Nacht und Nebel* et déportées en Allemagne vers les prisons de Lübeck et Cottbus au cours d'un incroyable périple ferroviaire de 89 jours à travers l'Allemagne et la Pologne. À l'automne 1944, elle est transférée au camp de Ravensbrück où malgré « *les conditions abominables, nous gardions l'espérance dans la victoire des Alliés, on s'aidait les uns les autres, on organisait la solidarité, on essayait de continuer notre combat de résistantes* ». Libérée le 20 avril 1945, Gisèle Guillemot passionnée de littérature et de poésie a écrit clandestinement, dans l'enfer des camps, d'émouvants poèmes dédiés à ses camarades disparues.

Jacques Poirier raconte son premier acte de résistance « *à 18 ans avec mon frère voyant en juin à Arcachon entrer les Panzers allemands, nous avons chanté la Marseillaise* ». Puis il cache et sauve ensuite un soldat anglais blessé et entre en Résistance début 1941 avec le groupe Combat. Avant de faire partie du *Special Operations Executive* (SOE), il rejoint l'Angleterre en

traversant les Pyrénées, où pendant six mois il fera connaissance avec la sinistre prison franquiste de Miranda, puis par Gibraltar, où la chance lui sourit échappant de peu à un accident, il rejoint la Grande-Bretagne pour intégrer le SOE. C'est avec passion qu'il parle du SOE: «*c'est dans l'Angleterre libre de 1940, que Winston Churchill crée le 22 juin 1940 le SOE avec comme directive, de coordonner toute action de subversion et de sabotage contre l'ennemi. Il résumait ainsi sa mission: mettre le feu à l'Europe*». Il poursuit «*En France durant l'occupation 470 agents SOE de toutes nationalités y furent envoyés, en général parachutés, un certain nombre déposés par des petits avions Lysander, d'autres encore arrivèrent par bateaux ou en sous-marins*». Puis il évoque les différentes sections que comprenait le SOE, en particulier la section F à laquelle il appartenait, connue en France sous le nom de réseau «*Buckmaster*». Après avoir raconté ses stages d'entraînement dans les écoles du SOE en Écosse, «*rudes écoles pour les amateurs apprentis résistants que nous étions, [...] j'ai même appris à conduire une locomotive!*», il conclut au rôle considérable que joua le SOE en France auprès de tous les mouvements et réseaux de Résistance sans exclusif.

Jacques Vistel, évoque son père **Alban**, qui à trente ans, séjournant au Chili, comme ingénieur: «*Mon père, après avoir lu Mein Kampf presse son épouse de rentrer en France car il va y avoir la guerre*», nous sommes en 1935! Expliquant l'engagement de son père, il ajoute: «*Mon père a été marqué dans sa jeunesse par la*

vision de la misère et l'exploitation des hommes en Amérique latine, à son retour en France par la fréquentation des cercles personalistes d'Emmanuel Mounier, son adhésion aux idées du Front Populaire, son émotion devant la guerre d'Espagne et enfin par un patriotisme venu "des tripes"». Dès le mois d'août 1940 avec quelques ouvriers de son usine de Vienne (Isère) il crée une première organisation qui s'appellera «*La Reconquête*». Après avoir rencontré, en novembre 1941. André Philip à Lyon il rejoint, avec son petit groupe, le mouvement Libération qui commence à s'organiser en zone sud. Début 1942, le contact est enfin établi avec Londres. À partir de cette date, raconte Jacques Vistel, «*mon père et ses hommes se sont dit: "nous appartenons à une chose immense"*». Arrêté en décembre 1942, il est condamné à 10 mois de prison d'où il écrira «*notre peuple suit avec foi le général de Gaulle qui après avoir incarné la patrie indomptée, incarne maintenant la révolution nécessaire que nous voulons et que sommes décidés à réussir. Rien dans ses actes ne nous a déçu ni trompé, il a répondu à nos attentes les plus secrètes, à nos espérances les plus ardentes*». Après s'être évadé en septembre 1943 il reprend son activité comme chef départemental des Mouvements Unis de Résistance (MUR) pour le Rhône, puis en mars 1944, il est nommé chef régional des MUR, colonel des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI), puis il préside le Comité régional de la Libération à Lyon. Après la victoire, nous dit son fils, «*mon père fait preuve "d'une joie mutilée", un peu désabusé et déçu,*

il voit la vie politique française prendre un chemin qui ne correspondait pas aux espérances nées des idées généreuses qu'il avait défendu dans la Résistance».

Et Jacques Vistel de conclure que l'itinéraire de son père, comme celui de tous les résistants, s'inscrit dans la continuité de l'histoire de France, du refus de la défaite, et de la défense des idées de fraternité et de liberté.

C'est un dialogue, riches d'anecdotes qui s'engage ensuite entre les témoins et tous nos amis présents, de l'entraînement au parachutage de Claude Berthié en passant par les ballades à vélo, qui permettaient à Gisèle Guillemot, de se renseigner sur le Mur de l'Atlantique qu'édifiaient les Allemands en Normandie. Bien d'autres «*petites histoire*», qui en général concourent à la «*grande*», émaillent la fin de cet après-midi de «*Mémoire*».

«*La mémoire? Ce mince filet d'écume poussé par/le flot du passé sur le rivage des vivants/ Vivre le présent: un devoir de Mémoire*» (1). ●

Jean Novosseloff

Administrateur, secrétaire général adjoint de «MER»

(1) extrait d'un hommage à Gisèle Guillemot, citoyenne d'honneur de Colombelles par le Maire in Collin Sueur, *Des mots contre l'oubli*, éditions Cahiers du temps, 2004.

Suite de la rubrique page 13 ►►

Inauguration de l'exposition « Le prix de la liberté. Les Polonais sur les fronts de la Seconde Guerre mondiale »



Une assistance nombreuse était venue découvrir l'exposition, parmi laquelle on comptait de nombreuses personnalités et notamment : M. René Galy-Dejean, député-maire du XV^e; S. E. Jan Tombinski, ambassadeur de Pologne en France et le protonotaire apostolique M^{gr} Witold Kiedrowski. En arrière plan la chorale polonaise. Photos : Marc Fineltin



Cette exposition parrainée du côté français par «*MER*», Libé-Nord et le Comité d'Action de la Résistance (CAR) a été organisée dans la salle de la mairie du XV^e arrondissement par le ministère polonais de la Défense et les organisations françaises de la Résistance polonaises sur «*la Pologne et les Polonais sur tous les champs de bataille de la Seconde Guerre mondiale 39-45*». Cette magnifique exposition; avec une iconographie remarquable, des textes en français clairs et détaillés, et une pré-

sentation impeccable; n'aurait pu avoir lieu sans le dévouement et la ténacité de Jean-Manuel Hue adjoint au Maire du XV^e et du couple Marcjanna et Michel Couturier membres de «*MER*» et Libé-Nord.

Lors de son inauguration, en présence du protonotaire apostolique M^{gr} Witold Kiedrowski, résistant-déporté, président de l'association des anciens combattants polonais en France, les discours intéressants du député-maire du XV^e arrondissement René Galy-Dejean,

et de l'ambassadeur de Pologne en France Jan Tombinski furent suivi d'un moment musical que l'on doit à une chorale polonaise sympathique.

Nous souhaitons que cette exposition remarquable, présentée à Paris du 3 au 12 mai, soit présentée dans d'autres villes de France. ●

Marc Fineltin

Administrateur, secrétaire général de «MER»

Association pour des Études sur la Résistance

FAIRE REVIVRE L'ESPRIT DE LA RÉSISTANCE

Le mot de valeur peut sembler compromis par une éthique vaguement humaniste, spiritualiste ou idéaliste, auto-satisfaite et trompeuse, qui a prouvé et prouve sans doute encore son impuissance historique face aux différents systèmes politiques et économiques d'oppression. C'est pourquoi, en dépit du fait que Serge Ravanel en a fait le titre de son dernier livre, livre décisif pour l'orientation de notre action, on peut éprouver une certaine réticence vis-à-vis de cette formulation : « les valeurs de la Résistance ». Peut-être serait-il, préférable d'évoquer « l'esprit » de la Résistance, – titre d'un livre précédent de Serge Ravanel – et faudrait-il, pour désigner *cela dont nous nous réclamons*, varier au maximum les mots employés, même si l'on ne renonce pas complètement au vocable de « valeur » : idéaux, projets, principes, objectives, motivations... Et il faudrait évidemment citer le programme du CNR. Car enfin ! Si ces hommes et ces femmes ont risqué leur vie, ce ne fut pas seulement en vertu de convictions patriotiques, pour la libération du territoire national, mais aussi pour que la vie, une fois la France libérée de l'occupant, soit une vie libre et heureuse. Ils n'acceptaient pas seulement de mourir pour la liberté mais, comme le programme de 1944 le laisse clairement entendre pour les libertés et les droits, tant formels qu'effectifs. Nous ne devons donc jamais laisser se dissocier l'image du partisan clandestin en armes et la déclaration qui énonçait les raisons de lutter. Les raisons de combattre n'allaient pas sans celles de reconstruire, plus de réformer et même de re-fonder.



Programme d'action, adopté par le Conseil National de la Résistance le 15 mars 1944, tel qu'il fut diffusé par Libération zone sud, sous la forme d'une plaquette intitulée : « Les Jours heureux » par le CNR.
Coll. Fondation de la Résistance – DR

La problématique des valeurs apparaît comme un très ancien souci philosophique. Sont-elles fondées dans un être transcendant, extérieures, supérieures à l'individu et à la subjectivité, trans-historiques, universelles donc, et plutôt éthiques que politiques ? C'est la tradition de Platon et de l'idéalisme et plus généralement du christianisme. Ou bien sont-elles immanentes, relatives aux époques, historiques et politiques donc relatives ? C'est la tradition de la Sophistique, école trop décriée, qui avait une conception démocratique des valeurs, les définissant comme ce que la majorité considère comme convenable, voire nécessaire dans un moment donné. Cette acception dégrisée, matérialiste de la valeur présente cependant un inconvénient majeur : elle peut légitimer un certain opportunisme : la Résistance en 1942, mais aussi le pétainisme en 1940. Ce relativisme des valeurs, qui a le mérite de ne pas se payer de grands mots, mais dont la radicalité pourrait conduire au cynisme nous a semblé pouvoir être surmonté sur deux plans.

En premier lieu, dès lors qu'il s'agit des idéaux de la Résistance et des motifs qui déterminaient un individu à s'engager dans la lutte clandestine, il faut reconnaître que, si les partisans avaient des systèmes de valeur non seulement différents mais souvent antagonistes, « l'esprit de la Résistance »

a consisté pour eux à puiser dans un fonds commun d'espoirs quant à la possibilité d'un avenir différent du présent. C'est ainsi que les différents mouvements ont non seulement réussi à s'unifier mais encore qu'ils ont été capables en 1944 de rédiger cette déclaration de leur foi, plus de leur volonté commune, qu'est le programme du CNR. Les résistants ont *inventé*, par-delà leurs différences et leurs différends, une espérance commune, qui constituait l'objectif de leur action et de leur réflexion. Ils ont *créé* des idéaux qui, paradoxalement, les *transcendaient*. Et ces principes qui furent les leurs nous requièrent encore aujourd'hui. Cette histoire-là, c'est, cela devrait être en quelque sorte notre code.

En second lieu, la manière de procéder du psychosociologue dont les interventions dans les classes mettent en pratique notre projet et le réfléchissent en retour, conduit à ce que s'établisse une relation forte entre les idéaux de la Résistance, d'une part et, de l'autre, les exigences de ces élèves en état de déréliction. Force est de reconnaître que la méthode qu'il a peu à peu élaborée relève d'une interaction féconde : elle permet précisément de dépasser l'opposition finalement facile entre transcendance et immanence des valeurs. Guy Crété fait émerger en effet dans les paroles prononcées des demandes, parfois des cris de révolte ou de souffrance, quelque chose qui apparaît comme le *fonds commun* à la plupart de ces adolescents en difficulté. Il les aide à travailler ce fonds sans fond, cet élan de négativité souvent nihiliste en leur proposant les figures, les récits qui peuvent incarner pour eux tous l'esprit de résistance, l'esprit de la Résistance. Ensuite il les aide à revenir au *hic et nunc* désespérant de leur condition scolaire et sociale pour élaborer des actions visant à transformer ce sur quoi ils peuvent agir, ce qui se trouve dépendre de leur propre volonté de changement. Il y a donc là une véritable dialectique entre une pensée, même très élémentaire et une pratique, même très fragmentaire et une telle dialectique peut redonner à ces élèves ce qui leur manque le plus cruellement, cela même que les Résistants ont rendu à la France occupée : l'espoir de redevenir sinon maître du moins acteur de son destin.

Il se crée là un rapport à l'héritage historique, qui n'est pas de piété et de commémoration, mais de ressourcement et d'appui en vue de mieux s'élancer vers un avenir redevenu possible. Un passé fondateur se découvre, mieux connu parce que nullement assénié comme un savoir obligatoire mais mis en lumière *au moment opportun*. La « leçon » de ceux sans qui nous ne serions pas ce que nous sommes rencontre un présent lourd de toutes sortes de privations et de frustrations. Se produit alors comme un appel d'air, ouvrant vers quelque chose d'autre, de nouveau, de positif, de réalisable, de durable. La vie peut retrouver un sens, une *signification* et une *direction*, qui se dessinent, même si c'est de façon limitée, dans un espace public, dans un *monde commun de possibles* et d'éventualités souhaitables.

À lire le livre de Serge Ravanel voici comment l'on peut résumer, en trois points, les exigences qui ont structuré la Résistance et peuvent encore reconstruire des adolescents à qui leur absence d'avenir rend insupportable leur situation présente.

1 - Le refus du pessimisme, celui de la Collaboration passive : « de toute façon, il n'y a rien à faire ». Cet optimisme actif, ce sentiment d'une urgence qui s'impose, cet engagement impliquaient une extraordinaire projection dans l'avenir, la capacité d'imaginer un autre réel, de réfléchir et d'agir selon les modes du *conditionnel* et de *l'impératif* : réaliser ce qui pourrait être, ce qui devrait être. Un philosophe français contemporain a écrit : « Être révolutionnaire, c'est juger de ce qui est au nom de ce qui n'est pas encore en le tenant pour plus réel que le réel ». On ne peut pas mieux définir le résistant : il réveillait en lui et en ses camarades l'imagination du possible, l'aptitude humaine par excellence.

2 - L'acceptation d'une mise entre parenthèses des différences momentanément sans importance : partis, religions, opinions, ego... La reconnaissance de la nécessité non pas tant d'un consensus que d'une *alliance* à partir de et en vue de ce qui rassemblait : « *Quand les blés sont sous la grêle / Fou qui fait le délicat / Fou qui songe à ses querelles / Au cœur du commun combat* », a écrit un poète de la Résistance.

nce Intérieure (AERI)

ANCE

3 - Le service de l'intérêt général, du bien public qui exigeait un véritable désintéressement, et pouvait aller jusqu'à l'abnégation et au sacrifice même de la vie au nom de quelque chose qui vaut plus que la vie. Les résistants méritent bien le nom de martyrs qui leur a été donné parfois à la Libération, surtout si l'on entend dans *martyr* son sens grec et chrétien, de *témoin*. De quoi témoignaient-ils? D'une acception *générique* en même temps qu'individuelle de l'homme. On a beaucoup moqué l'idée d'humanité, de *genre humain*, à cause des outrances rhétoriques de *L'Internationale* et des «lendemain qui chantent». Et par ailleurs, un certain *droit-de-l'homme* contemporain affadit, en la victimisant aujourd'hui à l'excès, cette notion du genre humain dont un philosophe pré-marxiste avait dit qu'elle commandait toute pensée de l'avenir. Il me semble que, par-delà le patriotisme, et de manière plus ou moins explicite, il y avait chez les partisans, un rejet profond de la négation hitlérienne de l'humanité de tout homme et une volonté de proposer un modèle d'*homme nouveau* qui soit l'exact contraire du surhomme nazi. L'hypothèse mise en œuvre par Guy Créte, c'est que les attentes, les revendications latentes des élèves ne trouvent pas dans l'état actuel de l'École, leur mode d'expression adéquat. Tout se passerait comme si les violences verbales et physiques exprimaient, par un phénomène d'inversion de signes, une demande de sens et de règles.

On peut, à partir d'expériences menées dans plusieurs lycées et collèges, relever trois exigences fondamentales des adolescents.

1 - **La solidarité**, lien humain, lien social horizontal se substitue à la disparition générale de l'autorité. Il y a là des possibilités encore explorées de construction de soi-même à travers les autres, de réciprocité inventive, d'action commune, d'apprentissage de la responsabilité personnelle et du partage des responsabilités. Après tout, une certaine expérience de l'autogestion mérite toujours d'être risquée. Et surtout, la solidarité oblige à s'arracher à l'indifférence égoïste, à aller vers celui qui est encore plus démuné que soi. C'est certainement la manière contemporaine la plus spontanée et la plus modeste de décliner la fraternité.

2 - **Le respect** semble avoir pour les élèves une importance considérable, importance pour nous et, surtout pour les enseignants, bouleversante. Une affichette aperçue dans le couloir d'un établissement - «*respecte les autres, respecte-toi*» reprend, sans le savoir, la maxime fondamentale de la morale de Kant : «*Traite toujours l'humanité en toi-même et dans les autres jamais seulement comme un moyen mais toujours en même temps comme une fin*». Car, pour Kant, la *valeur des hommes*, la *dignité* n'a pas de mesure commune

Actualités de l'AERI

Une réunion de tout le réseau de l'AERI a été organisée au FIAP, le 26 mars dernier. Des précisions ont été données sur les fonds d'archives nationaux (archives du ministère de la Défense par Paule René-Bazin, de l'ONAC par Anne-Sophie Pottier, du Musée de la Résistance nationale de Champigny-sur-Marne par Axel Porin,...), mais aussi les fonds allemands par Corinna Von List et le Dr Stephan Martens, les fonds italiens par Hélène Chaubin... Une présentation très complète du site Intranet facilitant le travail en réseau et des nouveaux cédéroms techniquement et pédagogiquement très améliorés a suscité un débat très constructif. Dans la collection «*Histoire en Mémoire, 1939-1945*», créée par l'AERI pour ses propres éditions, ont paru le cédérom sur la Résistance en Charente, présenté le 13 avril à Angoulême, et celui sur la Résistance en Indre-et-Loire, présenté le 3 mai à Tours.



Les produits édités par l'AERI sont en vente à la Documentation Française, au CDJC, par la Ligue de l'Enseignement, sur le site Internet de l'AERI...

Le film de Rolande Treppe *Résistantes de l'ombre à la lumière. La représentation de l'action des femmes résistantes* continue d'être présenté régulièrement : le 10 mars à Brens, le 6 mai à Maubeuge...

L'expérimentation «*Valeurs de la Résistance, valeurs d'aujourd'hui*» se poursuit, avec des résultats très positifs, dans les établissements scolaires : le ministre de l'Éducation nationale a donné son accord pour que l'opération soit placée sous son patronage.

Renseignements

Pour toute information, contacter l'AERI (association loi 1901 d'intérêt général)

Association pour des Études sur la Résistance Intérieure, affiliée à la Fondation de la Résistance

● Siège social et bureaux :

16-18 place Duplex 75015 Paris

● Tél. : 01 45 66 62 72

● Fax : 01 45 67 64 24

● E-mail : contact@aeri-resistance.com

● Site internet : www.aeri-resistance.com

avec la *valeur des choses*, le *prix*. Par quoi l'on peut constater que marchandisation générale qui caractérise notre société et prive de parents du droit au travail est bien peu kantienne. Mais il faudrait aller plus loin et se référer, pour comprendre ce besoin fou de respect au concept hégélienne de «*lutte pour la reconnaissance*». J'exige que tu me reconnaisse comme un être pleinement humain. Mais si moi-même je ne te reconnais pas comme tel, ta reconnaissance de moi ne vaut rien pour moi. C'est sans doute cela qui transite illusoirement, dérisoirement par la consommation inextinguible de vêtements et autres objets de marques et par l'affichage de divers signes d'appartenance, c'est cela que l'on peut les amener à négocier plutôt par la parole échangée et l'action en commun qui seuls permettent de sortir du cycle d'une lutte stérile pour la reconnaissance.

3 - **La vie**. Bien sûr, c'est d'abord, la paix qui sauvegarde un minimum d'existence physique garantie. Mais c'est bien peu, même s'ils jouissent en ma matière d'un droit que d'autres adolescents ne possèdent pas. Ils aspirent à ce que l'on a appelé, à certaines époques «*la vraie vie*» c'est-à-dire la *vie heureuse*, celle que le pro-

gramme du CNR entendait mettre en œuvre. À travers la nouveauté et la richesse de l'expérimentation éthico-politique qui leur est proposée, ils en viennent à découvrir que les valeurs de citoyenneté qui leur étaient étrangères représentent en fin de compte quelque chose de *vital*. Faut-il se souvenir de *La Politique* d'Aristote : l'homme est un animal doué de langage et vivant dans la cité, participant à ses lois. Il y a deux mots pour dire vie en grec : *zoè*, la vie de l'animal, y compris de l'animal humain, et *bios*, le mode de vie. Une vie véritablement humaine ne tolère pas qu'une de ces significations se dissocie de l'autre. Le mal être des adolescents et leur référence un peu confuse à la vie révèle que des réponses à la question du sens de la vie sont pour eux des *vivres de première nécessité*. ●

Élisabeth Bourdeau de Fontenay*

*Est la fille d'Henri Bourdeau de Fontenay, membre du CDLR (dirigé par Jacques Lecompte-Boinet), il fut membre du Comité parisien de Libération jusqu'en mai 1944 où il fut nommé Commissaire de la République pour la Normandie.

Suite de la rubrique page 7 ➡

CONSERVATION PRÉVENTIVE ET RESSOURCES RESTREINTES : UN DÉFI À RELEVER

1- Manipulation d'un objet sans gants entraînant une corrosion du laiton aux emplacements des empreintes digitales.



2- Traces de produit de nettoyage mal retiré, entraînant des risques ultérieurs de corrosion du métal.



3- Stockage inapproprié : les pliures du textile entraînent un décollage des lettres en papier doré.



Même avec des ressources restreintes, qu'elles soient matérielles, financières et/ou humaines, on peut arriver à des résultats satisfaisants tendant à un objectif principal : pérenniser la vie des collections. Bien entendu, on n'arrêtera pas le vieillissement intrinsèque des matériaux constitutifs des œuvres, mais on tendra à ralentir ce vieillissement et à limiter l'effet des agents de dégradation.

Comment améliorer la situation du musée au regard de la conservation préventive ?

La première chose à faire est d'aiguiser son regard, d'observer la collection dont on s'occupe en se demandant quels risques elle court. Il est

impossible d'agir sur toutes les causes de risques quand on a des ressources restreintes, mais on peut incontestablement éliminer certaines causes et en réduire d'autres.

C'est souvent un travail à long terme, sur plusieurs années, par manque de temps, de moyens, de personnel. Une des solutions est d'organiser un programme régulier de conservation préventive et de s'y tenir. Ainsi, le jour de fermeture hebdomadaire peut par exemple être consacré à l'amélioration des conditions de conservation.

En fonction des priorités, les actions entreprises peuvent concerner :

- la mise à jour de l'inventaire, le marquage des objets et la documentation (quand on connaît sa collection, on sait ce qui manque et on peut mieux la mettre en valeur),
- la maintenance des locaux de réserves (par exemple, la poussière attire les insectes et les rongeurs. Elle est vecteur de spores, et favorise la corrosion des métaux...),

- le rangement en réserves (mise en boîtes, protection contre la lumière et la poussière, mise en tiroir des textiles...),

- les manipulations (porter des gants pour éviter la corrosion ou les traces; éviter toute manipulation inutile; faire des copies des documents originaux pour éviter de les manipuler ensuite...),

- les œuvres en exposition. Penser à mettre à distance les objets du public. Éviter de placer les objets devant les évacuations d'air ou de climatisation, les courants d'air, les sources de chaleur ou de lumière directe (pose de rideaux ou peinture sur les fenêtres). Respecter l'intégrité de l'œuvre (pas de trous, de ruban adhésif, de pâte adhésive... auxquels on préférera l'utilisation de fils de nylon gainé par exemple),

- la mise en place d'inspections régulières de la collection. C'est à cette occasion que l'on observe les changements (apparition de moisissures, corrosions nouvelles, infestation active...) et que l'on essaie d'en déterminer la cause,

- la mise en place de protocoles de prêt, de marquage, d'accès à la réserve...,

- la documentation des interventions réalisées sur les objets (pour garder une mémoire des différentes actions et des procédures de travail qui permettront de faire le relais entre les différents responsables).

Un programme de conservation préventive ne peut être mis en œuvre que si l'ensemble du personnel, mais aussi les élus, les décideurs, les partenaires (enseignants, stagiaires...) sont sensibilisés. C'est un travail à long terme, qui se fait en équipe. Dans le cas de musées aux ressources restreintes, nombre de tâches peuvent être réalisées en interne. L'intervention de spécialistes n'est donc pas un préalable, mais peut cependant être nécessaire pour la réalisation de projets particuliers. ●

Frédérique Vincent
Restauratrice

Consultante en conservation préventive

Pourquoi la conservation préventive ?

Parce qu'un objet a une durée de vie beaucoup plus longue que celle du professionnel qui s'occupe de lui. C'est pourquoi il faut toujours respecter l'intégrité des œuvres; se souvenir que nous ne serons pas les seuls à intervenir dans la vie de l'objet, que notre connaissance est parfois limitée et que rien d'irréversible ne doit être fait.

Parce que les agents de dégradation sont très nombreux et d'origines variées.

Parce que les collections courent des risques divers et de différents types :

- risques liés aux conditions de conservation : les plus évidents et souvent les plus onéreux ;
- risques liés à la diffusion (expositions, prêts...);
- risques liés à l'homme : habitudes de travail inadéquates, absence de procédures ou de protocoles, méconnaissance des collections.

(1) Programme des deux journées : Ouverture de la table-ronde par :

Geneviève Gallot, directrice de l'INP; Francine Mariani-Ducray, directrice des musées de France; Jacques Vistel, vice-président de la Fondation de la Résistance; Marie-José Chombart de Lauwe, présidente de la Fondation pour la mémoire de la Déportation.

Panorama des musées de la Résistance et de la Déportation

par Bruno Leroux, directeur historique de la Fondation de la Résistance et Jean-Marcel Humbert, conservateur général du patrimoine à l'Inspection générale des musées, direction des Musées de France.

La diversité des statuts

- « Un partenariat avec une collectivité territoriale : le Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon » par Élisabeth Pastwa, directrice du Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon.

- « Un exemple spécifique » par Agnès Bruno, conservateur du patrimoine, Musée des pays de l'Ain.

- « Un partenariat par convention avec les Archives de France : le Musée de la Résistance nationale » par Guy Krivopissko, conservateur, Musée de la Résistance nationale, Champigny-sur-Marne.

La présentation des objets

- « L'exemple des affiches » par Sébastien Fraux, responsable du Centre Edmond Michelet de Brive.

- Visite commentée du Mémorial du maréchal Leclerc et de la Libération de Paris-Musée Jean Moulin par Christine Levisse-Touzé, directrice du Mémorial-Musée et Jean-Jacques Raynaud, architecte et muséographe.

Atelier conservation

- « Conservation préventive et moyens restreints : principes généraux » par Frédérique Vincent, restauratrice et Frantz Malassis, responsable des

archives à la Fondation de la Résistance

- « Les actions de conservation préventive dans un musée » par S. Fraux

Atelier inventaire

- « L'inventaire réglementaire des musées de France : définition. Les adaptations possibles » par J.-M. Humbert,

- « Étude de cas : l'inventaire du Musée de la Résistance nationale de Champigny-sur-Marne » par Xavier Aumage et Céline Heytens.

Atelier diffusion

- « Internet : lieu de ressources » par B.Leroux

- « Les publications » par É. Pastwa,

Atelier partenariat et réseaux

- « Le rôle de la direction des Musées de France » par J.-M. Humbert.

- « Réseau du Musée de la Résistance nationale de Champigny-sur-Marne » par G. Krivopissko.

- « Actions communes des musées de Corrèze » par S. Fraux.

Les modérateurs de cette table ronde :

- Marie-Hélène Joly, conservateur général, chef adjointe de l'Inspection des musées de France.

- Paule René-Bazin, conservateur général du patrimoine, adjointe au directeur de la mémoire, du patrimoine et des archives, ministère de la Défense.

- Victor Convert, directeur général de la Fondation de la Résistance.

(2) Nous tenons aussi à remercier M^{me} Anouk Bassier, directrice-adjointe des études du département des conservateurs, chargée de la formation permanente à l'INP et son assistante M^{me} Murielle Canarelli ainsi que M^{me} Florence Le Corre, responsable du centre de ressources documentaire de l'INP et son assistante M^{me} Nathalie Malbet.



Cérémonie à la Mémoire des Étudiants résistants, le 12 mai, dans les jardins du Luxembourg

En juin 2004, «MER» a eu l'honneur d'accueillir, par fusion amicale, l'association «Mémoire des Étudiants Résistants», présidée par M^{me} Jeanne Boucourechliev, sœur de François Bayet, jeune lycéen mort en déportation. «MER» s'est engagée à pérenniser l'émouvante cérémonie tenue depuis de nombreuses années, à chaque printemps aux jardins du Luxembourg, sous l'égide du président du Sénat, M. Christian Poncelet. En présence de nombreuses personnalités, dont M. Alain Méar, directeur de cabinet du président, M. Maurice Quénét, recteur de l'Académie de Paris, M^{me} Fatiha Benatsou, représentant le ministre délégué aux Anciens Combattants et M^{me} Odette Christienne,

Adjointe au Maire de Paris, le président de «MER», M. François Archambault et le préfet Pierre Lefranc, étudiant du 11 novembre 1940, ont rendu un hommage appuyé à ces jeunes résistants qui ont tout sacrifié pour notre Liberté. Dépôt de gerbes suivi du *Chant des partisans*, interprété par les chorales du collège Pierre Alviset et du collège-lycée Voltaire, lecture de poèmes par des élèves du lycée Voltaire et vibrante *Marseillaise* ont donné une dimension touchante à cette commémoration indispensable pour que le souvenir du sacrifice de ces jeunes patriotes ne s'efface pas. ●

Marie Delaleu

1 – Le préfet Pierre Lefranc.

2 – Le président François Archambault.



1

2



3 – Les chorales du collège Pierre Alviset et du collège-lycée Voltaire

Photos : Marc Fineltin

Calendrier des prochaines manifestations de MER

► Assemblée générale de « MER » suivie d'une conférence « Le retour des résistants-déportés au Lutétia » avec Pierre Assouline, auteur de *Lutétia* et des témoins de cet événement, le jeudi 23 juin 2005 de 17 heures à 20 heures à la Fondation de la Résistance 30 boulevard des Invalides, Paris VII^e.

► Colloque sur le thème de « L'engagement des scouts et éclaireurs dans la Résistance » organisé la première quinzaine d'octobre 2005 et enregistré sur DVD.

► Deuxièmes « rencontres et dédicaces du livre résistant », le samedi 22 octobre 2005 à la Fondation de la Résistance 30 boulevard des Invalides, Paris VII^e.

► Colloque annuel sur l'héritage de la Résistance « De la presse clandestine aux médias d'aujourd'hui », le jeudi 17 novembre 2005 de 9 heures à 12h30 dans la salle Colbert de l'Assemblée nationale et enregistré sur DVD.

► Présentation du thème du Concours National de la Résistance et de la Déportation « Résistance et Monde rural », le vendredi 16 décembre de 9 heures à midi au Palais des Arts et des Congrès d'Issy-les-Moulineaux.

► Soirées thématiques « une soirée, un auteur » organisées par le Mémorial du Maréchal Leclerc de Hautecloque et de la Libération de Paris et Musée Jean Moulin (ville de Paris) avec le soutien de «MER».

Entrée libre mais sur réservation au 01 4064 39 41. Les conférences débutent à 18 heures.

● Mercredi 21 septembre 2005
Laurent DOUZOU.

La Résistance française : une histoire périlleuse, Seuil, 2005.

Adhésion :

Si vous voulez donner un avenir au devoir de mémoire, adhérez à

« Mémoire et Espoirs de la Résistance » !
Cotisation 15 € (+ 6 € pour le bulletin « Résistance et Avenir »).

● Chèque à libeller à

« Mémoire et Espoirs de la Résistance »,
Place Marie-Madeleine Fourcade,
16-18 place Dupleix, 75015 Paris

● Tél./Fax : 01 45 66 92 32

● e-mail : memoresist@m-e-r.org

● site internet : www.memoresist.org

● Informations complémentaires

sur les sites internet :

www.fondationresistance.org

et www.charles-de-gaulle.org

VIENT DE PARAITRE

La présence de ces titres dans «vient de paraître» ne saurait constituer un conseil de lecture mais a pour but de tenir informés les abonnés de «La Lettre», des derniers ouvrages que nous avons reçus au cours du trimestre. La Fondation serait reconnaissante à ses lecteurs de lui communiquer, le cas échéant, leur sentiment sur le contenu de ces ouvrages, afin de pouvoir en recommander la lecture.

Occupation, Résistance et Libération en Bretagne en 30 questions.

Christian Bougeard.
Geste éditions (05 49 05 37 22), 64 p., 9 €.

Triangles rouges à Auschwitz. Le convoi politique du 6 juillet 1942.

Claudine Cardon-Hamet.
Préface de François Bédarida.
Postface de Marie-Claude Vaillant-Couturier.
Éditions Autrement, collection Mémoires (01 44 73 80 00)
428 p., 22.95 €.

1939-1940. Vie et guerre au quotidien.

Hervé Chirault et Aude Lévrier.
Éditions Alan Sutton
(02 47 40 66 00), 128 p., 19.90 €.

La Libération des camps de concentration. Collectif.

Les éditions du Félin
(01 44 83 11 30), collection Résistance-Liberté-Mémoire,
112 p., 14.90 €.

Paroles de déportés. (anthologie revue et augmentée).

Poèmes choisis par Yves Ménager.
Préface de Jorge Semprun.
FNDIRP et les éditions de l'Atelier (12, avenue Sœur Rosalie - 75013 Paris)
120 p., 15 €.

Le grand livre des témoins (rééd.).

Sous la direction de Jean-Pierre Vittori avec la collaboration de Irène Michine.
Préface de Stéphane Hessel.
FNDIRP et les éditions de

l'Atelier, 368 p., 24 €.

Cet ouvrage qui réunit les témoignages bruts de plusieurs centaines de résistants, d'internés et de déportés, a été publié pour la première fois en 1995 à l'initiative de la Fédération Nationale des Déportés et Internés, Résistants et Patriotes (FNDIRP).

Christian Pineau. De Buchenwald aux traités de Rome.

Sous la direction de Alya Aglan et Denis Lefebvre.
OURS et éditions Bruno Leprince, 208 p., 18 €.

La Résistance française : une histoire périlleuse.

Laurent Douzou.
Seuil, collection Point Histoire, série l'Histoire en débats, 336 p.

Les oubliés de Romainville. Un camp allemand en France (1940-1944)

Thomas Fontaine.
Préface d'Hervé Bramy, président du conseil général de la Seine-Saint-Denis.
Avant-propos de Denis Peschanski et de Claudine Cardon-Hamet.
Tallandier, 144 p., 29 €.

Henry Frenay. Premier résistant de France et rival du général de Gaulle.

Pierre Giolitto.
L'Harmattan, 645 p., 45 €.

Michel Hollard. Le Français qui a sauvé Londres.

Florian Hollard.
Le Cherche Midi, 316 p., 18 €.

La victoire malgré tout. La France et les Français dans la Seconde Guerre mondiale.

Nicolas Jagora et Franck Segrétain.
Préface d'Olivier de Sarnez, président de l'association nationale des médaillés de la Résistance française.
Éditions LBM (01 48 01 01 01), 192 p., 29 €.

Vichy et la chasse aux espions nazis. 1940-1942, complexités de la politique de collaboration.

Simon Kitson.
Éditions Autrement, 268 p., 19.95 €.

À travers les barreaux. Récits d'évasion de résistants.
Philippe Lacarrière.
Éditions LBM (01 48 01 01 01), 238 p., 18 €.

Les réseaux de renseignements franco-polonais, 1940-1944.

Jean Médrala.
L'Harmattan, 412 p., 34 €.

Le Périgord terre d'asile. Réfugiés, évacués, rapatriés en Dordogne au cours des XIX^e et XX^e siècles.

Pierre Pageot.
L'Harmattan, 182 p., 16 €.

La «Das Reich». 2^e SS Panzer Division.

Guy Penaud.
Préface d'Yves Guéna.
Introduction de Roger Ranoux.
La Lauze (05 53 45 43 76), 558 p., 32 €.

La mort à quinze ans. André Rossel-Kirschen. Entretiens avec Gilles Perrault.
Fayard, 302 p., 18 €.

À vingt ans avec Jean Moulin. De Fresnes à Cassino.

Jean-Louis Théobald.
Préface de Pierre Messmer, de l'Académie française.
Éditions du Cêtre (03 81 61 98 67), 140 p., 19.50 €.

20 ans en 1944. Bernard Villette.
Compte d'auteur, 414p.
Consultable à la bibliothèque de la Fondation de la Résistance.

A LIRE

Parmi les publications reçues nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture.

Vous pouvez retrouver d'autres comptes rendus de lecture sur notre site www.fondationresistance.org à la rubrique «Nous avons lu».

Geneviève de Gaulle-Anthonioz. L'autre de Gaulle. Frédérique Neau-Dufour.
Éditions du Cerf, 2004, 240 p., 24 €

C'est un beau portrait que livre, Frédérique Neau-Dufour, de Geneviève de Gaulle-Anthonioz, femme discrète, qui a toujours

résisté, «un de Gaulle de l'intérieur, un de Gaulle au féminin, et plus près des gens» dont le général de Gaulle, disait qu'elle était «Le meilleur de mes compagnons». En dehors des liens tenus qui les unissaient, leur parcours fut parallèle, souvent atypique, symbolisant la résistance, le refus de consentir à l'inadmissible, l'endurance, la ténacité, et la vision exigeante d'une certaine idée de l'homme. Née le 25 octobre 1920, sa mère meurt lorsqu'elle a quatre ans et demi. C'est son père Xavier, l'aîné des cinq enfants des «de Gaulle», ingénieur des mines en Sarre qui va l'élever et lui communiquer les valeurs de sa famille. Un peu plus tard, sa foi en dieu lui permet de surmonter l'épreuve de la disparition de sa sœur Jacqueline «sa jumelle de cœur», tandis qu'elle trouve le réconfort auprès de son oncle qui lui fait part à la fois de ses rêves mais aussi de ses craintes pour la France devant la montée des périls en Allemagne. Après la défaite, son éducation et son parcours vont la conduire tout naturellement à refuser l'occupation et faire tout de suite partie du tout petit nombre des courageux de juin 1940. Après le réseau du «musée de l'Homme» elle rejoint, le mouvement «Défense de la France» où «elle a commencé par nous faire lire des œuvres du général» raconte Hélène Viannay. Geneviève signe, sous «le pseudonyme transparent de Gallia», dans le journal *Défense de la France* datée du 5 juin 1943 la première biographie du général de Gaulle qui ait paru dans la presse clandestine. 20 juillet 43, elle est arrêtée et emprisonnée à Fresnes. Fin janvier 1944 avec 958 déportées, devenue le numéro 27372, elle découvre l'univers concentrationnaire de Ravensbrück. Dans cet enfer elle connaît le pire mais aussi la fraternité et la solidarité qui servent de rempart à la des-

Vous pouvez retrouver d'autres comptes rendus de lecture sur notre site

www.fondationresistance.org

à la rubrique
«Nous avons lu»



truction de l'être. Sa personnalité durant ces épreuves marque bien des détenues, ses sœurs de calvaire sont Germaine Tillon, Anise Girard la future épouse d'André Postel-Vinay, son amie Jacqueline d'Alincourt, Marie-José Chombart de Lauwe. Au cours des derniers mois de sa détention Geneviève frôle la mort, mais son nom amène des dirigeants nazis dont Himmler, espérant sans doute quelques contreparties qu'ils n'auront pas, à la faire séjourner dans le bunker du camp et ainsi la sauver. Elle est libérée en avril 1945.

Mai 1946, avec pour témoin son oncle, elle se marie à Bernard Anthonioz, faisant « *le plein de bonheur* » avec ce jeune résistant et éditeur, ami d'Aragon et de Malraux. Leurs quatre enfants n'empêchent pas le couple de s'engager un temps dans l'aventure du RPF et de répondre présent au général revenu au pouvoir en 1958. Dès sa libération des camps Geneviève participe à la création et au fonctionnement de l'Association des Déportées et Internées de la Résistance (ADIR), dont elle devient la présidente. Témoin de l'univers concentrationnaire il s'agit pour elle à la fois de témoigner sur la barbarie nazie, ce qu'elle fait au procès Barbie, et de militer avec « *l'espoir d'un monde affranchi de la haine et de la violence* ». C'est en 1958 après sa rencontre avec le père Joseph Wresinski, aumônier du « *camp des sans-logis* » de Noisy-le-Grand qu'elle s'engage, à trente-sept ans, dans un « *nou-*

veau combat contre l'injustice, la misère et pour les droits de l'Homme ». Avec le père Joseph qui cherche à arracher tous ces miséreux à la misère en les responsabilisant et en leur rendant la parole, elle fonde ADT Quart-Monde dont elle prendra la présidence en 1964. L'engagement de Geneviève est entier, son nom et sa notoriété, lui servent non sans peine et déconvenues à forcer les portes des gouvernements successifs de la 5^e République, à faire appel au bénévolat et à lutter contre l'illettrisme de tous ces démunis, leur rendant par là même leur dignité. Nommée au Conseil économique et social son dernier combat est de faire inscrire dans la loi la lutte contre les exclusions qui sera votée en 1998, couronnant quarante années de combat mené avec les pauvres. Première femme élevée à la dignité de grand-croix de la Légion d'honneur, elle disait : « *Au fond entre la Résistance et ADT Quart-Monde il y a un chemin commun : le refus de l'inacceptable* ».

Jean Novosseloff
Administrateur, secrétaire général adjoint de «MER»

Aumônier de la France libre. Mémoires. René de Naurois.
Perrin, 2004, 287 p., 21.50 €.

Ni mémoires « *d'un moine soldat* », ni mémoires d'un « *homme d'armes* » mais plus tôt celles d'un homme de Dieu, témoin clairvoyant, qui au soir d'une vie consacrée au service des hommes se souvient et « *encourage les veilleurs d'aujourd'hui à agir sans haïr* ». *Bruisson* », dans la propriété familiale toulousaine, élevé dans un milieu catholique et résolument républicain, René de Naurois est marqué comme tous les adolescents de son âge (il est né en 1906), par le départ « *des hommes* » à l'été 14. Très tôt il songe au sacerdoce, puis suit de longues études universitaires tout en s'investissant dans les équipes sociales qui dans les années 20 tentent de proposer une alternative à l'idéologie de la lutte des classes. Quelques hommes le marqueront, Aron, Mounier,

Nizan et en particulier M^{gr} Saliège archevêque de Toulouse qui l'ordonna prêtre en 1936. Dès l'été 33, il s'initie aux études germaniques et fait de nombreux séjours en Allemagne, « *dans les brumes de la Germanie* », au moment où ce pays entre dans un processus funeste d'arrestations arbitraires et d'antisémitisme. « *Témoin-veilleur* » René de Naurois raconte ce qu'il a vu : de la mal-faisance du nazisme aux camps de concentration, mais la plupart de ses interlocuteurs, comme beaucoup de Français de ces années-là, feront preuve d'une bien étrange cécité. Après la défaite de 40, (il faut relire avec lui le journal qu'il a tenu de septembre 1939 à juillet 1940 : édifiant !), décidé à reprendre la lutte contre les nazis il veut rejoindre de Gaulle, M^{gr} Saliège l'en dissuadera momentanément. Il passe alors quelques mois à l'école des cadres d'Uriage, mais très vite il juge l'attitude de l'école, par trop attentiste à l'égard du régime de Vichy et de l'occupant. Obligé de quitter Uriage, il entre dans la résistance, à Toulouse, avec le mouvement « *Combat* ». Recherché par la *Gestapo*, il rejoint les FFL, cette fois avec la bénédiction de M^{gr} Saliège, et en mars 1942, il arrive à *Patriotic School*. Avant de s'élancer, sur les plages normandes avec les commandos du commandant Kieffer. René de Naurois, devenu Aumônier général des FFL, fait connaissance des arcanes de la France libre à Londres, qu'il décrit avec humour et trace dans son livre quelques portraits attachants des héros de la France combattante qu'il a côtoyé comme Schumann, Brossolette, Passy, Frenay et bien d'autres, ainsi que quelques figures de l'armée anglaise comme Lord Lovat avec lequel il débarque à l'aube du 6 juin 44. Sur les côtes normandes, en première ligne, il confesse les combattants, soulage les blessés, bénit les morts, et dans la souffrance et le bruit fracassant des combats est pour tous : le réconfort des âmes et des

corps. Après les combats de Normandie, il suit sans l'ombre d'une hésitation les commandos qui partent pour la Hollande. Après la prise de l'île de Walcheren, épuisé par la fatigue accumulée depuis des mois, René de Naurois est hospitalisé en Grande Bretagne après avoir été décoré de la *Military Cross*. Octobre 1945, chargé des affaires religieuses au sein du Conseil du contrôle interallié, il retrouve l'Allemagne, mais dans quel état ! Nombreux étaient ses habitants écrit-il « *qui se rendaient compte peu à peu de l'horreur dont ils avaient été les instruments* ». Fait compagnon de la Libération et chevalier de la Légion d'honneur le même jour



dans la cour d'honneur de l'hôtel national des Invalides, il devait inlassablement dans cette après-guerre troublée se pencher sur les blessures des hommes et de la société et continuer ce rôle du « *témoin-veilleur* » qui avait risquer sa vie « *sans jamais haïr les hommes mais en haïssant leur idéologie* ». Après avoir repris le chemin de l'Institut catholique de Toulouse pour y enseigner la théologie fondamentale, il se livra peu à peu à l'une de ses passions : la biologie animale et devint l'un des grands spécialistes mondiaux de l'ornithologie insulaire. ●

Jean Novosseloff

HOMMAGE AU DOCTEUR RODOLPHE COIGNEY

Du 27 janvier au 5 février 2005, à la Fondation de la Résistance, «MER» a célébré la mémoire du Dr Rodolphe Coigny, lors du vernissage et de la présentation de l'exposition consacrée à « De Gaulle et la France Libre » qu'il avait léguée aux lycéens de France et déposée au lycée Jean-Baptiste Say. En présence de M^{me} Martha Coigny et de ses enfants et petits-enfants, M. Francis Blanchard, ancien directeur général du Bureau du Travail à Genève, son ami, et M^{me} Jacqueline Péry d'Alincourt, résistante déportée à Ravensbrück, lui ont rendu un vibrant hommage.

Rodolphe Coigny est né le 14 octobre 1911 à Paris, où il fit ses études de médecine. Appelé sous les drapeaux en 1939, il fut versé au service de santé des Armées; la bravoure dont il fit preuve au cours d'une attaque par l'aviation allemande d'un convoi ferroviaire de troupes française lui valut la croix de Guerre.

Dans la confusion de la débâcle de juin 1940, il eut entre les mains des tampons et des feuilles de démobilisation qui lui permirent de se démobiliser et d'en faire autant pour de nombreux soldats français qui purent ainsi échapper à l'armée allemande et à la captivité dans des camps de prisonniers de guerre en Allemagne. De retour à son cabinet médical à Paris, il réussit à s'approprier des cachets et des formulaires allemands, grâce auxquels il se mit à délivrer clandestinement des passes autorisant des résistants et des réfugiés à quitter la zone nord pour la zone sud.



1



2

1. Quelques personnalités étaient présentes à l'inauguration de l'exposition du Dr Coigny parmi lesquelles on note entre autres M^{me} Martha Coigny, MM Georges Caftucoli et Francis Blanchard. 2- Des lycéens de Jean-Baptiste Say visitent l'exposition.

Photos: Marc Fineltin.

Mais devant les soupçons de la *Gestapo*, le Dr Coigny fut obligé de gagner Londres, où il devint médecin-chef adjoint de la Mission militaire française libre de liaison administrative du général de Gaulle, au contact du QG des forces alliées (SHAEF).

Héros de la Résistance française, il parvint, vers la fin de la guerre, à obtenir d'Heinrich Himmler la libération des femmes françaises détenues au camp de concentration de Ravensbrück, par le biais du comte Bernadotte, vice-président de la Croix-Rouge suédoise.

Dépêché au début d'avril 1945 à Malmö, le port de la côte sud de la Suède, le Dr Coigny était

présent au débarcadère pour accueillir les prisonnières libérées.

En 1952, il fut second à occuper le poste de directeur du Bureau new-yorkais de l'OMS auprès des Nations Unies, poste qu'il occupa jusqu'à sa retraite en 1972.

Le Dr Rodolphe Coigny est décédé le 6 juin 2001 à New-York. ●

Marie Delaleu

D'après l'article du *New-York Times* du 22 juin 2001.

ÉLISABETH DE MIRIBEL NOUS A QUITTÉS...

Élisabeth de Miribel est morte à Paris, le mardi 29 mars dernier, à l'âge de 89 ans.

Avec elle disparaissait l'un des témoins privilégiés du 18 juin 1940. Ce jour-là, en effet, Élisabeth qui était à Londres dans le cadre de la mission Paul Morand, fut convoquée dans un petit appartement de Seymour Place pour taper à la machine le texte qu'un certain général français voulait lire le soir-même à la BBC. Ce général n'était autre que le général de Gaulle et le texte, illisible et surchargé de ratures, était celui de l'Appel.

Cet instant fit basculer la vie d'Élisabeth de Miribel en la propulsant dans l'aventure de la France libre car, au lieu de se faire rapatrier dans la France de Vichy comme le firent alors la plupart des Français qui habitaient l'Angleterre, Élisabeth, consciente de vivre un événement hors normes, choisit de rester à Londres auprès du général de Gaulle auquel elle rendit de grands services pendant toute la guerre.

Très vite (juillet 1940) il l'envoya au Québec avec mission de rallier à la France libre les Canadiens français, plutôt tièdes sinon hostiles à cette cause. Elle retrouva le général à Alger, en 1943, entra à Paris le 25 août 1944 avec la division Leclerc,

devint chef de service de presse du général de Gaulle dans le Gouvernement provisoire, participa à la naissance et aux premiers pas du RPF. Mais cela ne suffisait pas à cette arrière-petite-fille du maréchal de Mac Mahon, à cette petite fille et fille de militaires dont la famille n'avait jamais servi que la France. « *Tout naturellement, ce service (de la France) me pousse à regarder plus loin, plus haut...* ».

Élisabeth entend l'appel de Dieu et entre au



Carmel de Nogent, le 1^{er} février 1949. Elle y fait sa profession temporaire en avril 1950. Mais a-t-elle présumé de ses propres forces? Sa santé trahira cette âme en quête d'absolu. À la veille de ses vœux perpétuels (août 1953), Élisabeth devra renoncer à cette vie vers laquelle, pourtant, elle se sentait profondément attirée.

Rendue à la vie civile, Élisabeth est intégrée dans le cadre du ministère des Affaires étrangères dont elle avait réussi le concours, avant d'entrer au Carmel. Membre du cabinet de Mendès France (1954), elle fut en poste à Berne (1955), puis à Rabat (1957), à Santiago du Chili (1966), à Innsbruck (1971), enfin à Florence (1977).

Élisabeth de Miribel nous a laissé plusieurs livres parmi lesquels *Comme l'or purifié par le feu*, *Édith Stein* (Seuil, 1954), écrit au Carmel pendant son noviciat et *La liberté souffre violence* (Plon, 1981), récit autobiographique de celle qui, par deux fois, a su tout quitter pour mettre sa vie au service d'une cause qui la dépassait infiniment.

Odile de Vasselot

Avril 1944, Élisabeth de Miribel alors correspondante de guerre en Italie. DR